

Péto-Canada

Il n'y a qu'une conclusion: le gouvernement actuel entraîne le Canada sans cesse plus avant dans le camp socialiste et l'on pourrait mieux discerner les vraies couleurs du parti libéral s'il s'appelaient par exemple le «parti socialiste-libéral du Canada».

Des voix: Bravo!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y a toujours de l'espoir.

M. Bawden: Ce serait d'autant plus approprié que le premier ministre lui-même a publiquement appuyé la doctrine socialiste avant de prendre la tête du parti libéral.

M. Baldwin: Comme Mussolini.

M. Bawden: Ce dont les Canadiens ne semblent pas se rendre compte, c'est que les promesses coûteuses, faites notamment par le gouvernement actuel pendant la campagne électorale de 1974, et les dépenses du gouvernement, qui, actuellement, sont sans contrôle aucun, doivent être payées par tous les travailleurs et contribuables du Canada.

C'est un fardeau fiscal colossal et croissant auquel vient s'ajouter Péto-Canada qui entraîne précisément une autre dépense considérable. Elle retombera sur les travailleurs, les investisseurs et les employeurs qui créent la richesse du Canada. Toute hausse de la quote-part du gouvernement atténue l'incitation à travailler, à épargner et à investir.

Les recettes fiscales à tous les paliers de gouvernement au Canada ne sont pas aussi élevées que les dépenses publiques depuis quelques années. Si nous voulons nous procurer les investissements dont le Canada aura besoin dans les années à venir—et pour l'industrie du pétrole et du gaz seulement, on évalue ce chiffre à plus de 50 milliards de dollars d'ici 1985—des changements importants devront être apportés à notre régime fiscal et nous devrons offrir des stimulants à la prospection. A l'heure actuelle, il y a une discrimination fiscale au Canada contre l'épargne et le placement et peut-être le principal exemple de cet état de choses est qu'en dépit de nos approvisionnements insuffisants de pétrole et de gaz prévus, des étrangers peuvent encore faire de la prospection et investir dans nos industries extractives à des conditions beaucoup plus attrayantes que celles qui sont offertes au simple Canadien.

Selon nos règles, les Canadiens n'ont pas les moyens de participer. Si le ministre en a le courage, il pourra profiter de l'occasion pour essayer d'expliquer ce soir pourquoi, en dépit des protestations du gouvernement au sujet des investissements étrangers et de son inquiétude pour l'approvisionnement en énergie à l'avenir, aucune mesure n'a été prise pour encourager les Canadiens à foncer, à faire des placements utiles dans les ressources naturelles du Canada pour aider à résoudre le problème.

Dans toute cette question d'imposition, le Canada doit observer les autres pays où les taux d'amortissement sont plus élevés et reflètent donc les réalités de l'inflation mondiale actuelle et en outre...

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Je regrette d'interrompre le député, mais il s'éloigne indéniablement du sujet, le bill C-8 visant à créer une société nationale des pétroles. Je le prie de s'en tenir au bill.

[M. Bawden.]

Des voix: Bravo!

M. Bawden: Dans la mesure où la valeur d'un avoir s'est accrue par suite de l'inflation, l'impôt sur les gains en capital est tout simplement une autre façon de récompenser le gouvernement, par des revenus accrus, de l'inflation qu'il a, à lui seul, créée.

Je soulève cette question importante car, à mon avis, les Canadiens devraient savoir que le gouvernement pourrait facilement modifier ses politiques fiscales de façon à favoriser et à assurer la forte partie des investissements requis pour garantir l'approvisionnement d'énergie futur au Canada. S'il le faisait, nous pourrions être autonomes et ce, bien plus rapidement que si nous comptons sur Péto-Canada pour atteindre cet objectif.

En dépit des initiatives déplorables du gouvernement, et du fait que bien des petites entreprises canadiennes ont été forcées de renoncer à l'exploitation du gaz et du pétrole, il nous reste encore au Canada un groupe important de sociétés pétrolières, qui appartiennent en majeure partie à des Canadiens et sont contrôlées par eux, et qui sont capables et désireuses de trouver et de mettre en valeur de nouvelles sources de pétrole et de gaz. Ces sociétés doivent toutefois faire face à l'impossibilité de réunir des fonds du fait du peu de confiance qui règne non seulement chez les investisseurs canadiens mais aussi chez les étrangers.

● (2100)

Le ministre a laissé entendre que Péto-Canada aiderait ces sociétés dans une certaine mesure. Le ministre devrait pourtant savoir que toute société qui se trouve dans une position saine et concurrentielle peut habituellement trouver l'appui nécessaire chez les autres sociétés pétrolières ou d'autres investisseurs au Canada. On peut donc conclure, d'après les remarques du ministre à la Chambre, que Péto-Canada va en fait subventionner les sociétés de pétrole canadiennes. Je suggère fortement au ministre et au gouvernement de changer d'attitude.

Je ne pense pas qu'en général les entreprises de pétrole et de gaz accepteraient des crédits de cette société. Ce qu'elles veulent, tout comme la plupart des Canadiens de l'Ouest d'ailleurs, c'est l'égalité des chances du point de vue de la concurrence: pas de traitement de faveur, pas de subsides, mais simplement des règles de base qui permettent aux gens de l'Ouest et aux prospecteurs de continuer leur activité.

Sans doute l'aspect qui a le plus intéressé le comité lors des délibérations sur la question de Péto-Canada et que le ministre n'a jamais éclairci, ce sont les conditions qui régiront l'activité de la société sur les terres fédérales dans l'Arctique et au large de ses côtes. Le ministre renvoie constamment cette question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Buchanan), disant qu'on obtiendra réponse plus tard. Je signale à la Chambre que si le gouvernement accorde un traitement de faveur à Péto-Canada en édictant des règlements qui seraient présentés plus tard cette année par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Péto-Canada va éloigner chaque année beaucoup plus d'investissements que la société n'en a dans tout ce budget. Autrement dit, Péto-Canada pourrait décourager les investissements dans notre pays et accentuer la pénurie de réserves et de production dont on aura besoin dans les années à venir.